

SECTEUR D'INFORMATION SUR LES SOLS GAUDEFROY à BEAUCAMPS LE VIEUX

Description du site

Date de dernière mise à jour des informations : 02/07/2019

Nom : GAUDEFROY

Adresse : 4RUE DU HAUT

Commune principale : BEAUCAMPS LE VIEUX (80062)

Communes secondaires

Activités : E1 - Textile et habillement, teinture, impression

Description : Le site a accueilli des activités textiles à partir du milieu des années 1930. Les installations de traitement de laine animale destinée aux industries du tapis et de l'ameublement ont été autorisées en dernier lieu par arrêté préfectoral du 21 octobre 1980 et reprises par la SAS GAUDEFROY en 1989. La société a été placée en liquidation judiciaire en octobre 2016.

Les installations de teinture autorisées par l'arrêté préfectoral du 21 octobre 1980 n'auraient jamais été exploitées, les opérations de teinture ayant été sous-traitées à l'extérieur. Le trichloroéthylène était utilisé depuis les années 1960 et jusqu'en 2011 pour le lavage de la laine. Les trois transformateurs contenant des PCB présents sur le site ont été éliminés en novembre 2011.

Les diagnostics réalisés ont notamment mis en évidence un impact en solvants chlorés dans les sols et les gaz du sol avec la présence de deux sources concentrées. Des incertitudes demeurent encore sur la délimitation de ces sources (extension latérale autour de S16 et extension verticale au niveau de S5/S30) ainsi que sur l'impact éventuel dans les eaux souterraines

Observations: SAS GAUDEFROY – Liquidation judiciaire de la SAS GAUDEFROY – 1 rue du Haut – BEAUCAMPS-LE-VIEUX (80430) – Mémoire de cessation d'activité, AquaTerraSana, Rapport RFE17-80020-01, Janvier 2018

Conclusions de l'administration sur l'état des sols

Date de dernière mise à jour des informations : 30/09/2020

Terrain répertorié en Secteur d'Informations sur les Sols (SIS)

Identifiant : SSP00063590101

Ancien identifiant SIS : 80SIS10966

Description¹ : Le site a accueilli des activités textiles à partir du milieu des années 1930. Les installations de traitement de laine animale destinée aux industries du tapis et de l'ameublement ont été autorisées en dernier lieu par arrêté préfectoral du 21 octobre 1980 et reprises par la SAS GAUDEFROY en 1989. La société a été placée en liquidation judiciaire en octobre 2016.

Les installations de teinture autorisées par l'arrêté préfectoral du 21 octobre 1980 n'auraient jamais été exploitées, les opérations de teinture

ayant été sous-traitées à l'extérieur. Le trichloroéthylène était utilisé depuis les années 1960 et jusqu'en 2011 pour le lavage de la laine. Les trois transformateurs contenant des PCB présents sur le site ont été éliminés en novembre 2011.

Les diagnostics réalisés ont notamment mis en évidence un impact en solvants chlorés dans les sols et les gaz du sol avec la présence de deux sources concentrées. Des incertitudes demeurent encore sur la délimitation de ces sources (extension latérale autour de S16 et extension verticale au niveau de S5/S30) ainsi que sur l'impact éventuel dans les eaux souterraines

Observations: SAS GAUDEFROY – Liquidation judiciaire de la SAS GAUDEFROY – 1 rue du Haut – BEAUCAMPS-LE-VIEUX (80430) – Mémoire de cessation d'activité, AquaTerraSana, Rapport RFE17-80020-01, Janvier 2018

Documents associés² : Non renseigné

Synthèse de l'action de l'administration

Date de dernière mise à jour des informations : 03/05/2019

Description³ : Les diagnostics réalisés ont notamment mis en évidence un impact en solvants chlorés dans les sols et les gaz du sol avec la présence de deux sources concentrées. Des incertitudes demeurent encore sur la délimitation de ces sources (extension latérale autour de S16 et extension verticale au niveau de S5/S30) ainsi que sur l'impact éventuel dans les eaux souterraines.

Polluant(s) identifié(s) ou suspecté(s) : COHV, solvants chlorés, fréons
COHV, solvants chlorés, fréons / Trichloroéthylène

Documents associés : Non renseigné

Géolocalisation

Parcelles concernées par le SIS :

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
BEAUCAMPS LE VIEUX	null	AH	340	null
BEAUCAMPS LE VIEUX	null	AH	338	null
BEAUCAMPS LE VIEUX	null	AH	337	null
BEAUCAMPS LE VIEUX	null	AH	342	null
BEAUCAMPS LE VIEUX	null	AH	29	null
BEAUCAMPS LE VIEUX	null	AH	341	null

SECTEUR D'INFORMATION SUR LES SOLS PIC INDUSTRIES PRODUCTION à AIRAINES

Description du site

Date de dernière mise à jour des informations : 06/11/2018

Nom : PIC INDUSTRIES PRODUCTION

Adresse : 7RUE DU 11 NOVEMBRE

Commune principale : AIRAINES (80013)

Communes secondaires

Activités : D4 - Encres, vernis, peintures, colles (fabrication de)

Description : La société PIC INDUSTRIE PRODUCTION exerçait des activités de fabrication de peintures soumises à autorisation. Des investigations réalisées en 2005 ont mis en évidence des impacts en hydrocarbures et en BTEX. Des travaux de dépollution ont été réalisés en 2007-2008 au droit des zones polluées identifiées en 2005 mais les objectifs de dépollution n'ont pu être atteints au droit de certaines zones. Les activités ont cessé suite à la liquidation judiciaire de la société en 2009. L'ADEME est intervenue à deux reprises pour des mesures de mise en sécurité du site. De nouvelles investigations réalisées en 2012 ont mis en évidence des impacts en BTEX et en hydrocarbures. Des investigations complémentaires ont été réalisées en 2018 dans les eaux souterraines et les gaz du sol et n'ont pas mis en évidence d'impact significatif dans ces milieux. L'évaluation quantitative des risques sanitaires réalisée en 2018 à partir des concentrations relevées dans les sols en 2012 conclut à la compatibilité de ces pollutions avec un usage industriel.

Observations: Rapport Bureau Veritas n°003465/248 07 27 /4/1/1, novembre 2012, Diagnostic approfondi – Ancien site Pic Industrie – AIRAINES (80) Rapport Bureau Veritas n° CB797672/7103649-1, 16 mai 2018, Rapport d'investigations sur les eaux souterraines, les gaz du sol et évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) du site PIC INDUSTRIE d'Airaines (80)

Conclusions de l'administration sur l'état des sols

Date de dernière mise à jour des informations : 30/09/2020

Terrain répertorié en Secteur d'Informations sur les Sols (SIS)

Identifiant : SSP00003760101

Ancien identifiant SIS : 80SIS00994

Description¹ : La société PIC INDUSTRIE PRODUCTION exerçait des activités de fabrication de peintures soumises à autorisation. Des investigations réalisées en 2005 ont mis en évidence des impacts en hydrocarbures et en BTEX. Des travaux de dépollution ont été réalisés en 2007-2008 au droit des zones polluées identifiées en 2005 mais les objectifs de dépollution n'ont pu être atteints au droit de certaines zones. Les activités ont cessé suite à la liquidation judiciaire de la société en

2009. L'ADEME est intervenue à deux reprises pour des mesures de mise en sécurité du site. De nouvelles investigations réalisées en 2012 ont mis en évidence des impacts en BTEX et en hydrocarbures.

Des investigations complémentaires ont été réalisées en 2018 dans les eaux souterraines et les gaz du sol et n'ont pas mis en évidence d'impact significatif dans ces milieux. L'évaluation quantitative des risques sanitaires réalisée en 2018 à partir des concentrations relevées dans les sols en 2012 conclut à la compatibilité de ces pollutions avec un usage industriel.

Observations: Rapport Bureau Veritas n°003465/248 07 27 /4/1/1, novembre 2012, Diagnostic approfondi – Ancien site Pic Industrie – AIRAINES (80) Rapport Bureau Veritas n° CB797672/7103649-1, 16 mai 2018, Rapport d'investigations sur les eaux souterraines, les gaz du sol et évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) du site PIC INDUSTRIE d'Airaines (80)

Documents associés² : Non renseigné

Synthèse de l'action de l'administration

Date de dernière mise à jour des informations : 11/02/2020

Description³ :

En 2003, il existait des suspicions de présence de fûts de peinture ou de déchets enterrés sur le site.

L'Inspection des ICPE a identifié un grand nombre de cuves fuyardes. La nappe alluviale était sévèrement polluée. Une résurgence a été identifiée au niveau de la rivière.

De nombreuses sources de pollution étaient présentes sur le site. Elles étaient principalement dues à des fuites sur ces anciens stockages de solvants, enterrés ou en fosse.

La surveillance des eaux souterraines a été imposée par arrêté du 11 juillet 2003 et a fait l'objet d'une mise en demeure du 21 janvier 2004.

La surveillance des eaux de surface n'a pas mis en évidence d'anomalie au niveau de la rivière.

Le démantèlement des principaux stockages de solvants a été réalisé suite à l'arrêté de travaux d'urgence du 2 avril 2004.

Suite à la liquidation judiciaire de la société PIC INDUSTRIE en 2004, le site a été repris par le groupe MONOPOL le 19 juillet 2004, au nom de la société PIC INDUSTRIES PRODUCTION.

L'évaluation des risques liés à la pollution, imposée par arrêté du 27 février 2001 et rappelée par mise en demeure du 21 janvier 2004 a été réalisée.

Elle concluait à l'absence de risques sanitaires pour les populations extérieures au site mais proposait des travaux de dépollution.

Ces travaux de dépollution (excavation de terres polluées, traitement biologique sur site) ont été réalisés du 8 août 2006 au 9 octobre 2007 :

- plusieurs excavations (11 zones recensées), avec tri des terres impactées, traitement biologique des terres et analyses en laboratoire agréé,
- désamiantage et démolition d'un bâtiment et mise en forme de la zone pour la future mise en place d'une aire étanche (zone 1)
- pompage, nettoyage, dégazage et élimination de onze cuves (zones 8 et 9),
- évacuation en centres agréés des terres les plus polluées, de fûts retrouvés enterrés, de déchets divers de la décharge,

- mise en place d'un système d'injection de peroxyde d'hydrogène pour un traitement in situ du sol et de la nappe (zone 9),
- pompage et traitement des eaux de fouilles,
- remblaiement des fouilles.

Par courrier du 17 juillet 2009, Maître Lafarge informait M. Le préfet de la Somme de la liquidation judiciaire de la société Pic Industrie Production le 03/04/2009 et de sa nomination en qualité de liquidateur judiciaire. Les produits et les déchets les plus dangereux avaient été évacués selon maître Lafarge.

Néanmoins, lors de sa visite du 29 septembre 2009, l'inspecteur a constaté la présence de nombreux déchets sur le site (1200 tonnes). De plus, en l'absence de surveillance, des actes de malveillance ont été commis (bidons renversés, pollution de la rivière Airaines...)

Une intervention de l'ADEME au titre de l'« urgence impérieuse » a alors été décidée, la liquidation étant impécunieuse. L'arrêté du 15 octobre 2009 impose à l'Ademe, « aux frais de l'exploitant », d'assurer la mise en sécurité du site et l'élimination des déchets (1200t environ) dans un délai de 6 mois. Les travaux se sont terminés en avril 2010.

L'arrêté préfectoral du 17 mars 2014 a confié à l'ADEME la réalisation de nouveaux travaux d'office en urgence impérieuse pour sécuriser deux bassins de rétention qui pouvaient conduire à des risques de noyade.

Des études complémentaires ont été réalisées par la communauté de communes du sud ouest Amiénois en 2012 et 2018. Elles mettent en évidence des impacts résiduels en BTEX et hydrocarbures dans les sols et l'absence d'impact significatif dans les eaux souterraines et les gaz du sol. L'évaluation quantitative des risques sanitaires conclut à la compatibilité de ces pollutions avec un usage industriel. Surveillance différée en raison de procédures en cours : 5

Polluant(s) identifié(s) ou suspecté(s) : Benzène et dérivés / Somme de benzene, toluene, ethylbenzene, xylenes
Hydrocarbures et indices liés
Benzène et dérivés / Somme de benzene, toluene, ethylbenzene, xylenes
Hydrocarbures et indices liés

Documents associés : Non renseigné

Géolocalisation

Parcelles concernées par le SIS :

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
AIRAINES	1	XC	83	80
AIRAINES	1	XC	82	80
AIRAINES	1	XB	58	80
AIRAINES	1	XB	68	80

AIRAINES	1	XB	67	80
AIRAINES	1	XB	66	80
AIRAINES	1	XB	65	80
AIRAINES	1	XB	49	80
AIRAINES	1	XB	48	80
AIRAINES	1	XB	17	80
AIRAINES	1	XB	26	80